

NOVEMBRE 2018

 **OILCHANGE**
INTERNATIONAL



environmental
defence

équiterre



International Institute for
Sustainable Development

RISQUER GROS :

**COMMENT LE SOUTIEN FINANCIER
D'EXPORTATION ET DÉVELOPPEMENT
CANADA AUX COMBUSTIBLES FOSSILES
CONTRIBUE AUX CHANGEMENTS
CLIMATIQUES**

Ce rapport a été documenté et rédigé par Alex Doukas et Adam Scott de l'organisme Oil Change International. Les auteurs sont reconnaissants de la rétroaction reçue des réviseurs suivants : Patrick DeRochie d'Environmental Defence, Karen Hamilton de Above Ground et Philip Gass de la Global Subsidies Initiative de l'Institut international du développement durable.

Graphisme : paul@hellopaul.com

Page couverture : Imperial Oil's Strathcona refinery in Edmonton, Alberta.

Credit: Mark Iocchelli - <https://www.flickr.com/photos/iocchelli/>

License: Attribution-NonCommercial 2.0 Generic (CC BY-NC 2.0)

Back Image: Oil and mud.

Credit: Duncan Rawlinson - <https://www.flickr.com/photos/thelastminute/>

License: Attribution-NonCommercial 2.0 Generic (CC BY-NC 2.0)

Novembre 2018

Publié par Oil Change International en partenariat avec l'Institut international du développement durable, Environmental Defence Canada, Équiterre et le Réseau Action Climat Canada.

Oil Change International est une organisation de recherche, de communication et de défense qui se consacre à la divulgation des coûts véritables des combustibles fossiles et à la facilitation de la transition à venir vers les énergies propres.

SOMMAIRE	4
Pourquoi les flux financiers doivent être réorientés rapidement	6
1. LE RÔLE DU FINANCEMENT PUBLIC DANS UN MONDE EN MUTATION	6
Les institutions financières publiques commencent déjà à tourner le dos aux combustibles fossiles	7
Le rôle d'Exportation et développement Canada	9
Sources fédérales du financement public des combustibles fossiles au Canada	9
2. MÉTHODOLOGIE	10
Données autodéclarées par Exportation et développement Canada	11
3. RÉSULTATS	11
Comprendre les données sur les transactions d'Exportation et développement Canada	12
Le financement public des combustibles fossiles au Canada	15
4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	16
ENDNOTES	17

Exportation et développement Canada (EDC), l'agence officielle de crédit à l'exportation du Canada, verse chaque année des milliards de dollars en soutien aux sociétés pétrolières et gazières. À la différence des fournisseurs indépendants de financement commercial, le financement accordé par EDC est garanti à même les fonds des contribuables canadiens. Il s'agit d'un soutien décisif pour de nombreuses entreprises de combustibles fossiles et pour de vastes projets pétroliers et gaziers. Le maintien de cette aide financière publique est tout à fait incompatible avec l'engagement pris par le Canada dans le cadre de l'Accord de Paris, et elle s'inscrit en rupture avec l'élan qui pousse l'ensemble de la communauté financière internationale à dissocier les flux financiers des combustibles fossiles en faveur des énergies propres.

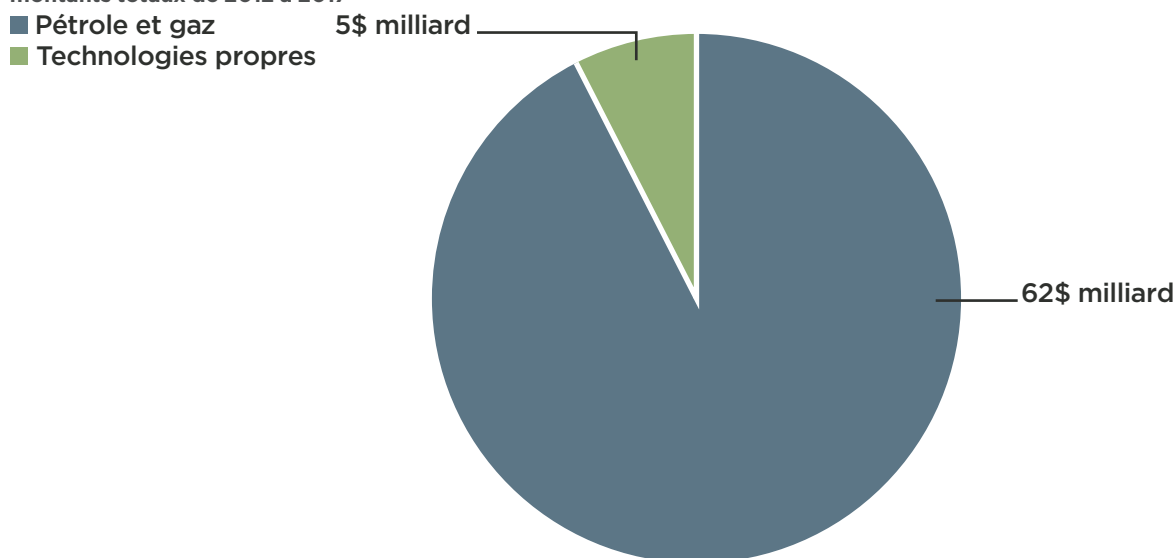
Dans le présent rapport, nous examinons les données disponibles permettant de caractériser la nature et l'ampleur du soutien d'EDC accordé à l'industrie pétrolière et gazière. Nos principaux constats sont les suivants :

- L'énorme soutien financier accordé par EDC aux activités pétrolières et gazières est absolument incompatible avec l'engagement de lutte contre les changements climatiques pris par le Canada en vertu de l'Accord de Paris, et il fait notamment obstacle aux mesures qui s'imposent pour maintenir la hausse des températures mondiales sous 1,5 degré Celsius (°C).
- De 2012 à 2017, EDC a versé à l'industrie du pétrole et du gaz une aide financière **douze fois plus importante que celle accordée au secteur des technologies propres**, lui accordant

plus de 10 milliards de dollars CA en moyenne chaque année, selon les propres données d'EDC publiées par l'organisme (figure ES-1).

- Durant les deux premières années du gouvernement de Justin Trudeau, EDC a accordé davantage de soutien financier à l'industrie pétrolière et gazière (22,4 milliards de dollars CA) qu'au cours des deux dernières années du mandat de son prédécesseur, Stephen Harper (20,9 milliards de dollars CA) (figure ES-2).
- Les données disponibles indiquent qu'en moyenne, près de 30 pour cent du soutien accordé par EDC à l'industrie pétrolière et gazière est destiné à financer les opérations intérieures des entreprises canadiennes plutôt qu'à servir la mission d'origine d'EDC qui est le financement international axé sur l'exportation.
- De 2013 à 2017, EDC a déboursé au moins 4,4 milliards de dollars CA (et probablement beaucoup plus) afin de soutenir plusieurs des plus importantes compagnies des secteurs en amont et médian de l'industrie pétrolière et gazière.
- En 2018, EDC a garanti pour une valeur d'un milliard de dollars CA, voire davantage, des prêts émis par différentes banques afin de soutenir l'achat par le gouvernement du Canada de l'oléoduc Trans Mountain. L'organisme a également octroyé un milliard de dollars CA ou plus pour financer le projet de construction de Trans Mountain.

Figure ES-1 : Soutien d'EDC à l'industrie pétrolière et gazière par rapport aux technologies propres, selon les données d'EDC, montants totaux de 2012 à 2017



Les plus récentes données scientifiques en matière de changements climatiques prônent l'abandon à brève échéance des combustibles fossiles. En octobre 2018, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a démontré qu'il nous faut réduire de 45 pour cent en seulement 12 ans les émissions mondiales, et les éliminer complètement en aussi peu que 38 ans pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et nous donner la meilleure chance d'éviter les conséquences catastrophiques du changement climatique. Cela signifie que les gouvernements doivent se servir de tous les outils à leur disposition pour accélérer la transition énergétique. Or, les mesures prises par le gouvernement du Canada se sont avérées dangereusement incohérentes avec ses engagements et sa rhétorique. Le gouvernement du Canada continue de soutenir les nouvelles infrastructures liées aux combustibles fossiles, ce qui fait perdurer l'augmentation des émissions, sans compter qu'il n'a toujours pas annoncé de stratégie claire pour respecter sa promesse d'éliminer progressivement les subventions aux combustibles fossiles d'ici 2025.

Les fonds publics et le financement garanti par le gouvernement sont relativement limités, et ils devraient être accordés de façon à servir le bien commun et non pour causer des dommages et interférer avec des priorités convenues à l'échelle mondiale. Les fonds publics devraient être alloués à des secteurs qui concourent aux engagements pris par le Canada des points de vue humanitaire, environnemental et économique.

Les institutions financières publiques font figure de leaders avisés et sont hautement influentes : elles possèdent un grand pouvoir pour susciter des élans d'action au sein de la société. Il existe un précédent important d'institutions financières publiques qui ont restreint leur soutien aux projets de combustibles fossiles afin de contribuer à l'atteinte des objectifs internationaux en matière de lutte contre les changements climatiques. L'exemple le plus notable est celui du Groupe de la Banque mondiale qui a établi en 2017 une nouvelle norme en s'engageant à ne plus financer, après 2019, les activités en amont de l'industrie pétrolière et gazière.

Une occasion unique s'offre en ce moment même au gouvernement du Canada et à EDC d'agir en ce qui concerne le financement public des combustibles fossiles : le gouvernement procède actuellement à une révision de la législation régissant le mandat d'EDC et ses activités. Qui plus est, le ministre de la Diversification du commerce international, Jim Carr, a demandé à EDC de réévaluer en profondeur ses pratiques pour s'assurer

« [...] que les droits de la personne, la transparence et la conduite responsable des entreprises font partie des principes directeurs de l'organisation » dans un contexte d'examen continu de ses politiques. La synchronie de ces réévaluations procure une chance unique au gouvernement de mettre le mandat d'EDC en phase avec les meilleures politiques et les objectifs internationaux que le Canada s'est engagé à atteindre en ce qui concerne la lutte contre les changements climatiques, y compris dans le cadre de l'Accord de Paris.

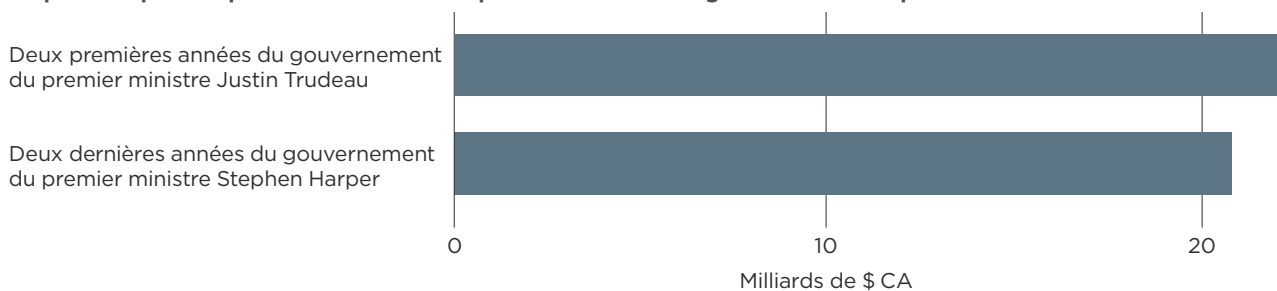
Dans le cadre de son réexamen de la *Loi sur le développement des exportations*, le gouvernement du Canada devrait :

- Modifier la *Loi* pour interdire à EDC de soutenir des projets liés au pétrole, au gaz et au charbon, incluant la mise en place de nouvelles infrastructures d'appui à la production, au transport ou à la consommation de combustibles fossiles (y compris par l'intermédiaire du Compte du Canada). Réorienter le financement public de l'énergie pour passer de l'énergie provenant de sources polluantes aux énergies propres au moyen de l'application d'une directive visant à mettre fin au financement des combustibles fossiles par EDC d'ici 2020. Le gouvernement devrait en outre faire l'annonce de cette modification dans son prochain budget;
- Veiller à ce que le financement public de l'industrie des combustibles fossiles au Canada, y compris par l'intermédiaire d'EDC et de Technologies du développement durable Canada (TDDC), soit pris en compte dans le cadre des processus d'auto-examen et d'examen par les pairs des subventions inefficaces aux combustibles fossiles auxquels le Canada a accepté de se soumettre devant les pays du G20;
- Mettre fin à la pratique qui permet à EDC de continuer de financer les activités intérieures.

Dans le cadre du réexamen de ses politiques relatives à la gestion des risques environnementaux et sociaux, EDC devrait :

- Veiller à ce que ses politiques éliminent clairement toute forme de financement et de soutien aux combustibles fossiles, et à ce que sa politique sur les changements climatiques assure la correspondance de son portefeuille avec les cibles les plus ambitieuses de l'Accord de Paris;
- Accroître la transparence dont il fait preuve dans la divulgation des transactions individuelles de façon à y inclure davantage d'informations détaillées sur les activités spécifiques ainsi que sur les volumes de financement.

Figure ES-2 : Soutien d'EDC à l'industrie pétrolière et gazière durant les deux dernières années du gouvernement du premier ministre Stephen Harper comparativement aux deux premières années du gouvernement du premier ministre Justin Trudeau



Source : EDC, « Sous-secteur de l'économie canadienne » divulgations, 2015-2017 www.edc.ca/FR/About-Us/Disclosure/Reporting-on-Transactions/Pages/default.aspx

1. LE RÔLE DU FINANCEMENT PUBLIC DANS UN MONDE EN MUTATION

Pourquoi les flux financiers doivent être réorientés rapidement

L'un des trois principaux objectifs de l'Accord de Paris, conformément à l'alinéa 2.1(c) consiste à « [rendre] les flux financiers compatibles avec un profil d'évolution vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques ». Une analyse a révélé que le fait de brûler les réserves déjà exploitées de pétrole, de gaz naturel et de charbon dépasserait largement les bilans de carbone associés à l'Accord de Paris² (figure 1), ce qui laisse à penser qu'une transition à brève échéance vers l'élimination des investissements dans les nouvelles activités pétrolières et gazières est nécessaire si l'on souhaite atteindre les cibles de l'Accord de Paris que le gouvernement du Canada s'est engagé à atteindre.

Il faut rapidement réorienter les flux financiers liés aux combustibles fossiles vers un développement sobre en carbone afin de nous mettre en voie de respecter l'engagement de l'Accord de Paris visant à maintenir la hausse des températures mondiales en deçà de 2 °C, et même tenter de la limiter à 1,5 °C.

En juin 2018, le premier ministre Justin Trudeau a affirmé que « les changements climatiques représentent un défi global qui exige des solutions à l'échelle mondiale. À travers le monde, nous constatons les conséquences des changements climatiques qui nous rappellent d'agir dès maintenant »³. Plus tôt, en 2017, il a également déclaré que « le Canada ne renoncera pas à son engagement de lutte contre les changements climatiques — et nous ne sommes pas seuls. À travers le monde, presque tous les pays sont à nos côtés. [...] L'inaction n'est pas une option »⁴.

En outre, les coûts des énergies renouvelables ont chuté au cours des dernières années (figure 2), facilitant du même coup l'appui au rôle que doit jouer le Canada en ce qui concerne l'offre à l'étranger de technologies et services liés aux énergies renouvelables. En 2017, les investissements mondiaux dans les énergies renouvelables ont presque atteint le niveau de ceux consentis pour les combustibles fossiles dans les économies développées. En ce qui a trait au secteur de l'énergie, les investissements dans les énergies renouvelables ont compté pour les deux tiers de l'investissement total dans l'approvisionnement en électricité pour la même année⁵.

Or, en dépit du besoin urgent d'adopter des mesures mondiales en matière de climat, de la diminution rapide des coûts des énergies renouvelables et de la nécessité de dissocier les flux financiers des industries du pétrole, du gaz et du

Figure 1 : Émissions provenant de réserves déjà exploitées de combustibles fossiles, combinées à l'utilisation du sol et à la production de ciment projetées

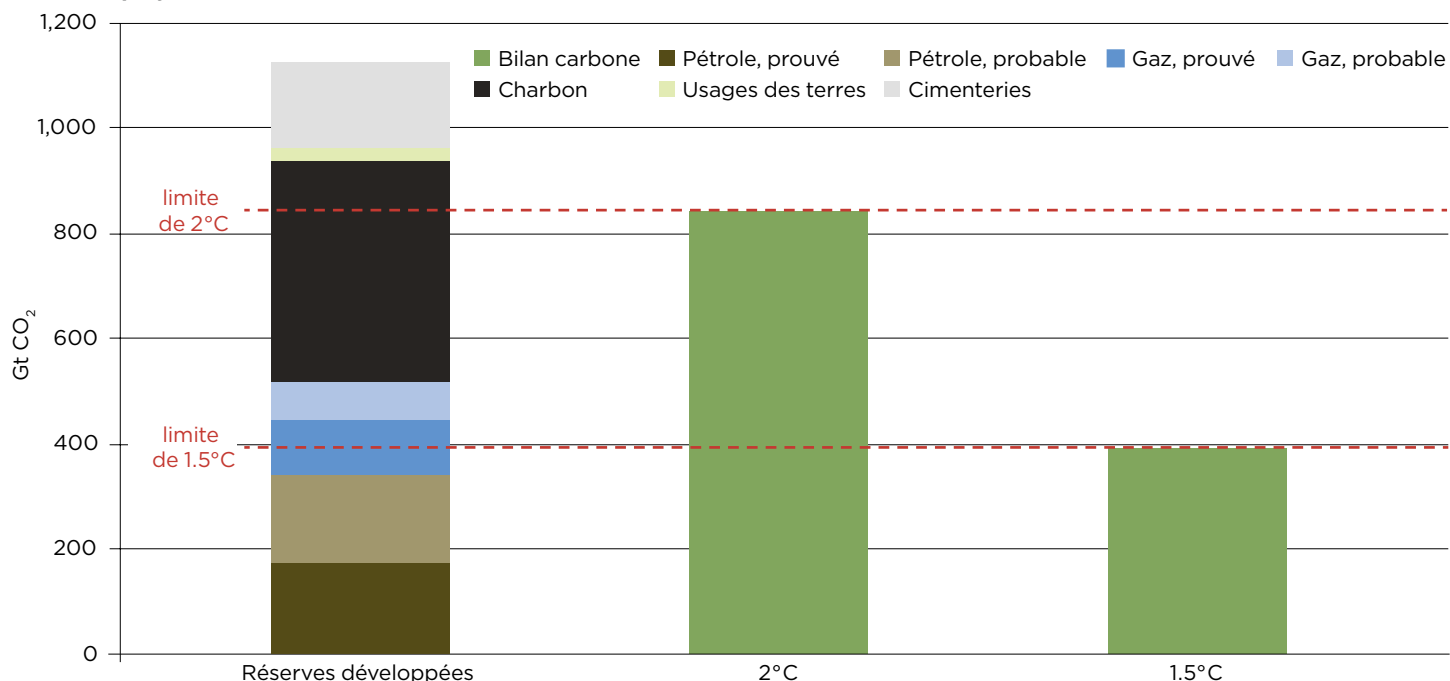
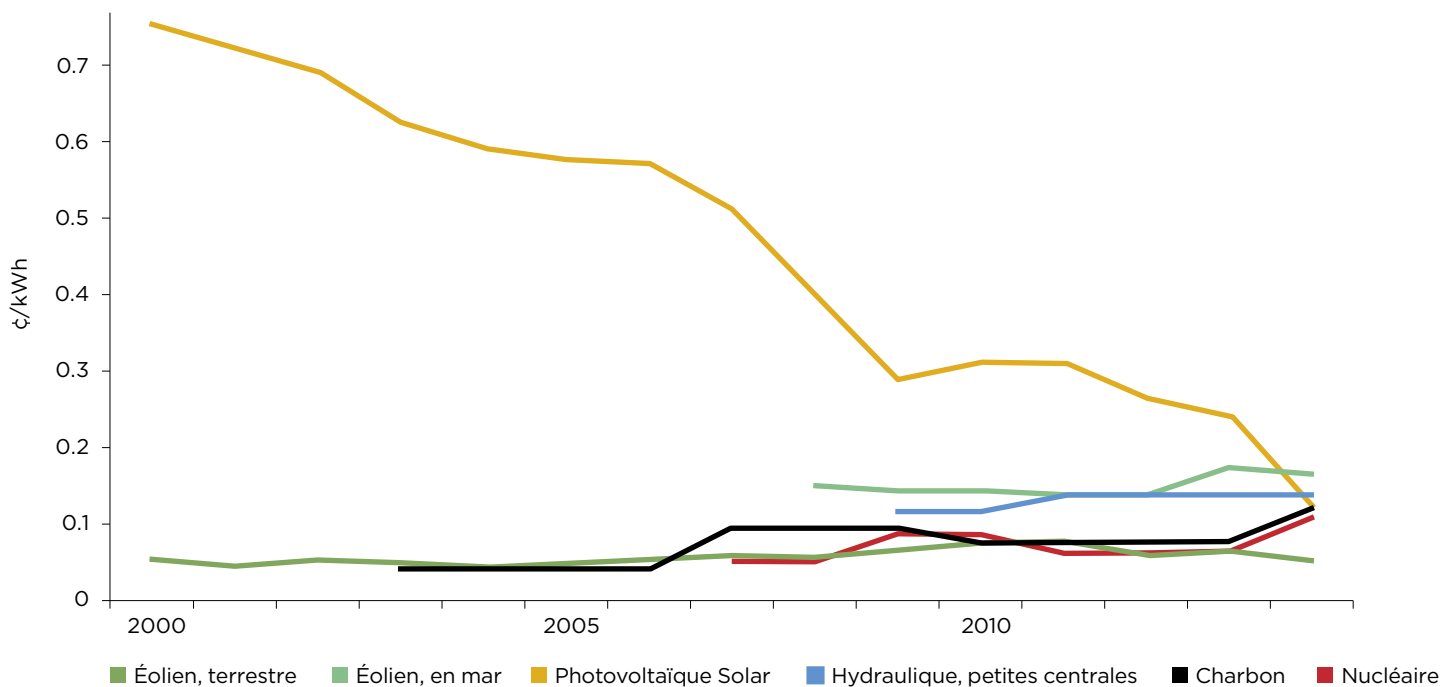


Figure 2: Coût moyen de l'énergie (moyenne mondiale)



Source : OpenEI, « Transparent Cost Database », adapté de The World Economic Forum's Renewable Infrastructure Investment Handbook, 2016.

charbon pour les réorienter vers des activités qui contribuent au respect de l'Accord de Paris, le gouvernement du Canada continue de financer chaque année à hauteur de milliards de dollars des projets d'expansion liés aux combustibles fossiles partout dans le monde, principalement par le truchement d'Exportation et développement Canada (EDC), l'agence officielle de crédit à l'exportation du Canada. La part de soutien accordée aux énergies renouvelables par EDC demeure inférieure à celle octroyée à l'industrie pétrolière et gazière.

Les parts importantes de financement public qui continuent d'être consenties pour des projets d'expansion liés aux combustibles fossiles interfèrent avec les mesures prises à l'échelle mondiale pour lutter contre les changements climatiques. Si l'on souhaite atteindre les objectifs climatiques fixés de façon consensuelle à travers le monde, il s'avère crucial de cesser l'octroi de fonds publics à la production de combustibles fossiles pour plusieurs raisons, dont les suivantes :

➤ **Le maintien d'investissements dans le développement des combustibles fossiles peut entraîner un asservissement politique envers le carbone⁶.** Le fait de financer des infrastructures favorisant l'exploitation

des combustibles fossiles à long terme risque de nous contraindre à un avenir à fortes émissions en plus de servir les intérêts politiques qui prévaudront fort probablement sur les réglementations en matière de climat, ce qui pourrait entraîner le délaissement, voire la dépréciation de ces actifs. Par exemple, les nouveaux oléoducs destinés à l'exportation du pétrole et du gaz naturel sont conçus pour avoir une durée de vie de 50 ans. Ils sont ainsi incompatibles avec l'exigence reconnue et scientifiquement fondée qui appelle à réduire les émissions de 45 pour cent en seulement 12 ans et à les éliminer complètement en seulement 38 ans pour avoir une chance raisonnable de maintenir la hausse de la température mondiale en dessous de 1,5 °C⁷. Les projets qui entraînent un asservissement au carbone à long terme ne sont pas cohérents avec l'engagement du Canada visant à atteindre une « neutralité carbone » d'ici 2050⁸.

- **Les fonds publics sont limités.** Chaque dollar doit être dépensé de façon aussi stratégique que possible, et maintenir le financement public de projets liés à l'expansion des combustibles fossiles risque d'entraver la concrétisation de l'Accord de Paris.
- **Les institutions financières publiques font figure de leaders avisés.** Elles

jouent un rôle de premier plan en ce qui concerne le soutien et l'atténuation des risques liés aux projets d'infrastructures pour les combustibles fossiles au moyen de financement concessionnel (prêts accordés à des conditions plus favorables que celles du marché concurrentiel)⁹. Elles envoient également des signaux forts à la communauté financière dans son ensemble en faisant de la réorientation des fonds publics une des premières étapes pour aligner les flux financiers à plus grande échelle avec les cibles de l'Accord de Paris.

Les institutions financières publiques commencent déjà à tourner le dos aux combustibles fossiles

Plusieurs institutions financières, tant publiques que privées, ont déjà entrepris des mesures afin de ne plus investir dans les combustibles fossiles. En 2017, le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à cesser de financer les activités pétrolières et gazières en amont à compter de 2019. Quelques autres banques multilatérales de développement, y compris la Banque africaine de développement et la Banque asiatique de développement ont exclu complètement depuis quelques années déjà le financement d'activités d'exploration pétrolière et gazière (une gamme

d'activités moins étendue que celles que couvre l'engagement du Groupe de la Banque mondiale).

Des dizaines d'institutions financières publiques ont déjà cessé d'allouer des fonds publics au financement de centrales au charbon. En 2013, plusieurs banques multilatérales de développement ainsi que des gouvernements nationaux ont commencé à imposer des restrictions importantes au financement public international du charbon, particulièrement en raison de préoccupations liées aux changements climatiques. Ces institutions comprennent notamment le Groupe de la Banque mondiale, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque européenne d'investissement ainsi que les gouvernements des États-Unis (qui a étendu des restrictions déjà appliquées), du Royaume-Uni, des Pays-Bas ainsi que des pays nordiques. En 2014, la France et l'Allemagne ont annoncé la mise en œuvre de politiques visant à limiter le financement d'activités liées au charbon. En novembre 2015, les gouvernements des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui représentent 29 agences de crédit à l'exportation

(incluant EDC), ont conclu un accord visant à restreindre le financement accordé aux usines alimentées au charbon. Ce même accord est entré en vigueur en janvier 2017. EDC a également instauré sa propre politique plus sévère visant à limiter le financement des centrales au charbon¹⁰ (bien que l'incidence de cette politique devrait être faible étant donné qu'EDC n'a accordé de financement à aucune centrale électrique au charbon au cours des dernières années). En outre, l'Alliance : Énergiser au-delà du charbon, cofondée par le Canada, comprend une disposition qui exige de ses membres qu'ils mettent un terme au financement public des centrales au charbon traditionnelles¹¹. Les banques multilatérales de développement et l'International Development Finance Club (IDFC) se sont conjointement engagés à aligner leurs flux financiers avec l'Accord de Paris. Alors que les tenants et les aboutissants de cet engagement restent à être précisés, les institutions financières publiques telles qu'EDC peuvent tout de même créer un précédent important en s'engageant à cesser de fournir du financement associé à l'industrie du charbon, mais également en alignant celui associé à l'industrie pétrolière et gazière sur l'Accord de Paris.

Les banques commerciales ainsi qu'une multitude d'autres types d'investisseurs ont également pris d'importantes mesures afin de restreindre le financement d'activités liées aux combustibles fossiles, qu'il s'agisse du financement octroyé pour l'extraction minière, aux centrales électriques alimentées au charbon ou encore à l'exploitation de sources non traditionnelles de pétrole et de gaz (incluant la production de bitume et les infrastructures associées à l'huile et au gaz de schiste ainsi qu'au gaz naturel liquéfié). On retrouve parmi ces institutions quelques-unes des plus grandes banques du monde, telles que BNP Paribas, ING, HSBC, JP Morgan Chase, Crédit Agricole, la Société Générale, ainsi que certaines des plus grandes compagnies d'assurance, comme AXA, Alliance et Swiss Re.

Or, malgré cet élan mondial et l'important précédent instigués par des institutions financières publiques de premier plan telles que le Groupe de la Banque mondiale, l'organisme soutenu par le gouvernement qu'est EDC continue de verser des milliards de dollars chaque année pour l'expansion d'infrastructures liées au pétrole et au gaz au Canada et ailleurs dans le monde, tout cela en

Description: Oil platform P-51 in Brazil



Les avantages du financement public

À la différence des fournisseurs indépendants de financement commercial, le financement accordé par EDC est garanti à même l'argent des contribuables. Il s'agit d'un élément qui change la donne pour de nombreuses entreprises, particulièrement pour celles dont les projets présentent de hauts niveaux de risques inhérents. En acceptant d'assumer la responsabilité de la dette sous-jacente, EDC peut alors mobiliser des prêts et des investissements supplémentaires provenant du secteur privé pour investir dans des projets pour lesquels il aurait autrement été ardu

d'obtenir du financement. Les nombreux services offerts par EDC comprennent le programme de garantie d'exportations et l'Assurance risques politiques, lesquels protègent les entreprises, les leaders commerciaux et les investisseurs des pertes financières¹⁴. Il s'agit d'instruments puissants qui permettent aux clients d'EDC de bénéficier d'avantages commerciaux considérables, dont font partie les entreprises canadiennes ayant des activités à l'étranger ainsi que des entreprises internationales qui cherchent à investir au Canada¹⁵.

des du financement public accordé par le gouvernement du Canada pour des activités intérieures liées à l'industrie pétrolière et gazière.

EDC a fait part de son intention de mettre en œuvre les recommandations formulées par le groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (Task Force on Climate-related Financial Disclosures)¹². S'il s'agit d'un pas dans la bonne direction, les institutions financières soutenues par le gouvernement doivent aller encore plus loin et plus vite pour réorienter les flux financiers dans une plus vaste mesure. Des plans visant à réduire et, ultimement, à éliminer le financement d'activités liées à l'industrie pétrolière et gazière sont essentiels pour nous mettre au diapason de l'Accord de Paris. Or, ni EDC ni le gouvernement du Canada n'ont signalé leur intention d'agir en ce sens.

Le rôle d'Exportation et développement Canada

Exportation et développement Canada est l'agence officielle de crédit à l'exportation du Canada. Son mandat est de soutenir et développer le commerce extérieur du Canada en aidant les entreprises canadiennes à profiter des opportunités offertes sur le marché international. Elle remplit sa mission au moyen de diverses mesures qui comprennent des services de financement garanti par le gouvernement, des services d'assurance, de cautionnement et des conseils

d'experts. Bien qu'EDC fonctionne de façon autonome, il s'agit d'un organisme de la Couronne entièrement détenu, appuyé et contrôlé par le gouvernement du Canada. EDC doit rendre des comptes au Parlement par l'intermédiaire du ministre du Commerce international, qui nomme tous les membres du conseil d'administration et détient le pouvoir d'orienter ses actions¹³.

En dépit d'une directive axée sur l'externe, le ministre des Finances, Jim Flaherty avait élargi le mandat d'EDC lors de la crise financière de 2008 afin de permettre à l'organisme de fournir également de l'aide financière directe garantie par le gouvernement pour des activités intérieures d'entreprises canadiennes (une pratique grandement inhabituelle de la part des agences de crédit à l'exportation)¹⁶. Les nouveaux pouvoirs d'EDC ne lui ont jamais été retirés, malgré une reprise économique durable. Comme exemple récent de ce soutien intérieur accordé en 2016, EDC a consenti 750 millions de dollars CA en soutien financier garanti par le gouvernement à de petites et moyennes sociétés pétrolières et gazières en réponse à la baisse mondiale des prix du pétrole. Le programme a permis de procurer aux producteurs de combustibles fossiles des avantages commerciaux et concurrentiels importants en sus des subventions fédérales et provinciales à la production dont ils bénéficient^{17,18}.

Sources fédérales du financement public des combustibles fossiles au Canada

Si, d'un côté, EDC affirme souvent qu'elle offre du financement à des tarifs commerciaux, elle insiste aussi fréquemment sur le fait que ses opérations sont garanties par l'engagement de courtoisie internationale réciproque du gouvernement canadien. En tant qu'institution financière soutenue par le gouvernement, même si EDC procure des rendements nets au Trésor public, les risques et les responsabilités financières qu'elle prend en charge sont transférés aux contribuables canadiens et, comme pour toutes les agences de crédit à l'exportation, ses instruments de soutien et de financement procurent des avantages supérieurs à ceux que les ententes purement commerciales offrent habituellement. Lorsque les conditions sont plus favorables que les conditions du marché, on retrouve un élément de subvention (bien que le degré selon lequel les conditions sont plus favorables que celles du marché demeure difficile à évaluer en raison du manque de transparence au niveau des transactions). Ainsi, la transition visant à réorienter le financement lié à l'industrie des combustibles fossiles accordé par EDC dépend étroitement de l'engagement du Canada à éliminer les subventions aux combustibles fossiles.

2. MÉTHODOLOGIE

Le présent rapport utilise des informations divulguées directement par EDC et TDDC, de même que des données de la base Shift the Subsidies d'Oil Change International qui suit le financement de l'énergie par les institutions financières publiques, mais pas la valeur de fonds privés mobilisés. Outre l'examen d'informations rendues publiques par les institutions financières détenues en majorité par l'État et d'autres sources publiques de renseignements, cette base de données recueille des informations de la base mondiale de l'Infrastructure Journal, de même que des informations supplémentaires fournies par l'organisme Above Ground^a.

Crédits à l'exportation par rapport aux subventions aux combustibles fossiles

Dans le présent rapport, le terme « financement public » est utilisé dans un sens restreint, renvoyant au financement accordé par des institutions financières publiques spécialisées dans ce domaine. D'autres formules de soutien gouvernemental aux combustibles fossiles, comme les subventions à l'exploitation pétrolière et gazière au moyen de mesures budgétaires directes ou de dépenses fiscales, ne sont pas prises en compte ici, bien qu'elles aient été recensées dans d'autres analyses récentes^{19,20}

Au chapitre du volume de financement, la principale source de financement public des combustibles fossiles au pays est Exportation et développement Canada (EDC). Même s'il existe d'autres sources fédérales de financement public des combustibles fossiles — particulièrement, Technologies du développement durable Canada (TDDC) — auxquelles s'ajoutent quelques sources provinciales, le présent rapport porte en grande partie sur les niveaux élevés de soutien financier garanti par le gouvernement qu'EDC accorde au secteur des combustibles fossiles.



^a La base de données Shift the Subsidies classe chaque écriture financière dans la catégorie « combustible fossile », « propre » ou « autre » d'après la description et les documents du projet. Dans cette analyse, les projets de combustibles fossiles comprennent tout projet d'exploitation pétrolière, gazière ou du charbon, ou des projets appuyant la production ou la transmission d'énergie à partir de combustibles fossiles. L'énergie propre comprend l'énergie propre en carbone et dont les répercussions sur l'environnement et sur les populations humaines sont négligeables lorsqu'elle est utilisée avec les mesures préventives appropriées. L'efficacité énergétique et certaines énergies renouvelables, soit celles provenant de sources qui se régénèrent, comme le soleil, le vent, la pluie, les marées et la chaleur géothermique, sont comprises dans la catégorie de l'énergie propre. Les données comportent également une catégorie « autre ». L'exploitation de certaines sources « renouvelables » — notamment les grandes centrales hydroélectriques, les biocarburants et la biomasse — peut avoir des répercussions importantes sur l'environnement et sur les populations humaines, d'où la difficulté de considérer ces sources comme véritablement « propres ». Ces sources d'énergie, de pair avec l'énergie nucléaire, l'incinération et d'autres formes d'énergie qui ne sont pas tirées de combustibles fossiles, mais qui ne sont pas « propres », sont incluses dans la catégorie « autre ». Pour en apprendre plus au sujet de cette méthodologie, veuillez consulter la page www.shiftthesubsidies.org/#methodology (en anglais).

3. RÉSULTATS

Données autodéclarées par Exportation et développement Canada

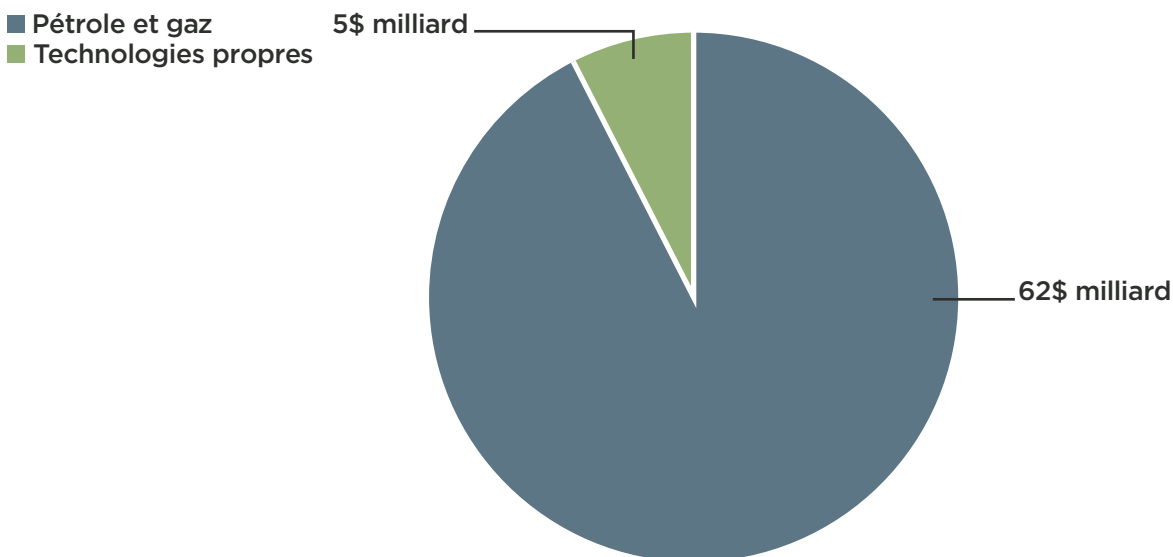
Les données d'EDC rapportées par l'organisme lui-même révèlent l'ampleur de sa participation à l'industrie pétrolière et gazière : au cours des six années allant de 2012 à 2017, EDC a fait état d'un financement totalisant près de 62 milliards de dollars CA pour le secteur pétrolier et gazier, comparativement à tout juste 5 milliards de dollars CA pour les « écotecnologies » durant cette même période.

Alors qu'EDC ne fournit pas les données du secteur des énergies renouvelables sous forme agrégée (« écotecnologies » est une catégorie plus vaste qui comprendrait les investissements dans les technologies propres d'industries multiples), il est évident que le financement accordé par EDC à l'industrie pétrolière et gazière est de magnitude supérieure à son soutien aux technologies propres. Cela se confirme également lorsque l'on compare le financement d'EDC consenti à l'industrie pétrolière et gazière à son soutien aux énergies renouvelables ainsi qu'à la catégorie plus vaste des

« écotecnologies » que l'organisme a rapporté sous forme agrégée (figure 3).

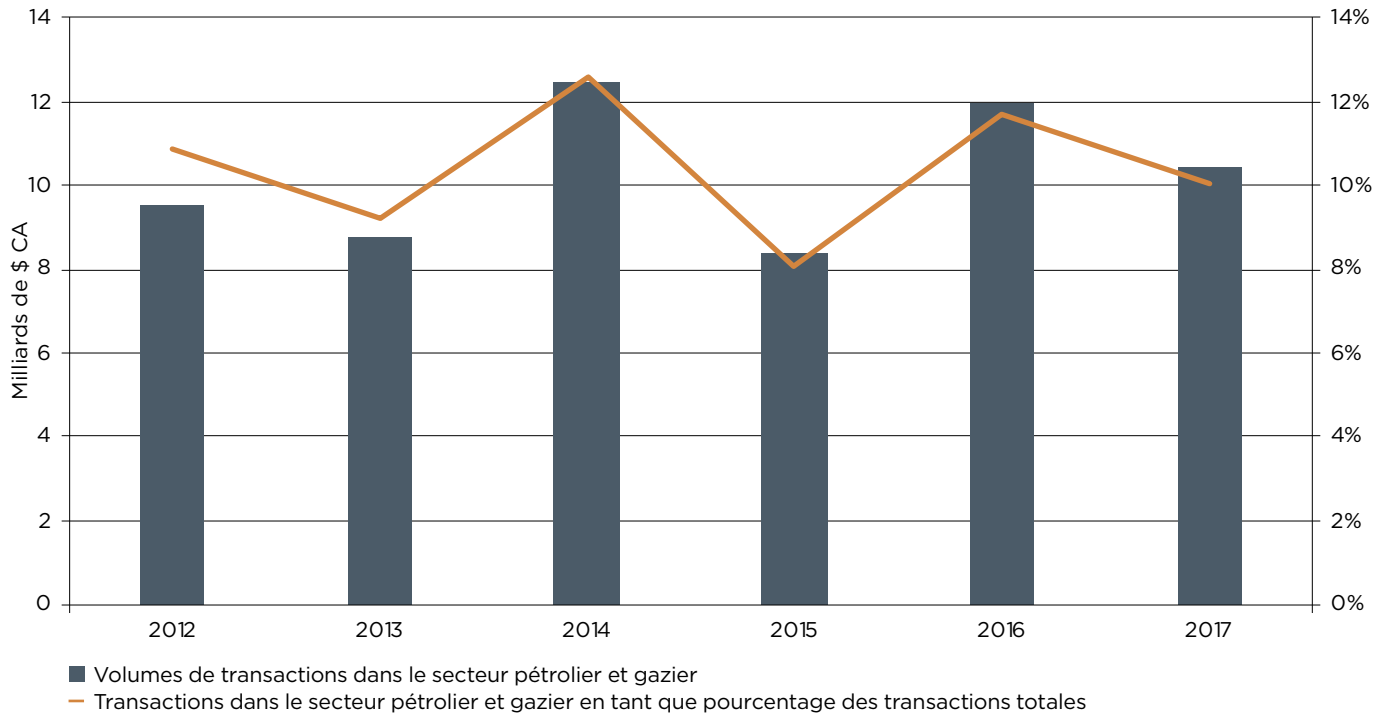
Le volume substantiel de financement accordé par EDC à l'industrie pétrolière et gazière n'a pas donné de signes de régression au cours des dernières années : en 2017, EDC a rapporté un niveau record de 1,5 milliard de dollars CA en financement des « écotecnologies »; pourtant, ce chiffre spectaculaire ne représente qu'un septième du soutien financier accordé par l'organisme aux sociétés pétrolières et gazières au cours de cette même année (10,4 milliards de dollars CA).

Figure 3 : Soutien d'EDC à l'industrie pétrolière et gazière comparativement aux écotecnologies, d'après les données autodéclarées par EDC, montants totaux de 2012 à 2017.



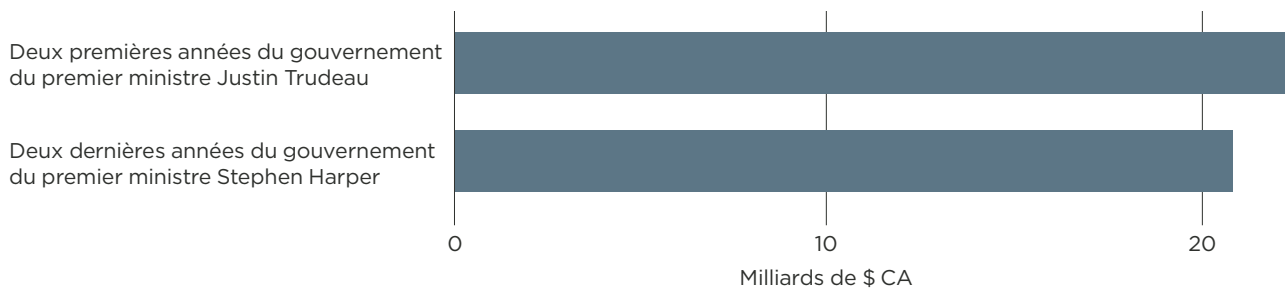
Source : EDC, « Les écotecnologies : une manne d'occasions à saisir », 11 mai 2018 www.edc.ca/fr/blogue/saisir-occasions-ecotecnologies.html, et EDC, « Sous-secteur de l'économie canadienne » divulgations, 2012-2017, www.edc.ca/FR/About-Us/Disclosure/Reporting-on-Transactions/Pages/default.aspx.

Figure 4 : Financement accordé par EDC à l'industrie pétrolière et gazière, 2012 à 2017, ventilé par année — Volume total des transactions à l'appui du secteur du pétrole et du gaz, et volume des transactions pour ce même secteur en tant que pourcentage des transactions totales d'EDC.



Source : EDC, « Sous-secteur de l'économie canadienne » divulgations, 2012-2017, www.edc.ca/FR/About-Us/Disclosure/Reporting-on-Transactions/Pages/default.aspx.

Figure 5 : Soutien d'EDC à l'industrie pétrolière et gazière durant les deux dernières années du gouvernement du premier ministre Stephen Harper comparativement aux deux premières années du gouvernement du premier ministre Justin Trudeau



Source : EDC, « Sous-secteur de l'économie canadienne » divulgations, 2015-2017 www.edc.ca/FR/About-Us/Disclosure/Reporting-on-Transactions/Pages/default.aspx

Étant donné qu'EDC est une institution financière publique soutenue et, tout compte fait, contrôlée par le gouvernement, il est également instructif d'examiner les modifications du soutien de l'organisme à l'industrie pétrolière et gazière en fonction des changements de gouvernement. EDC constate qu'au cours des deux premières années du gouvernement du premier ministre Justin Trudeau, il a accordé 22,4 milliards de dollars CA en soutien à l'industrie pétrolière et gazière, une somme supérieure aux 20,9 milliards de dollars CA octroyés par le gouvernement du premier ministre Stephen Harper durant ses deux dernières années (figure 5; veuillez prendre note que ces chiffres sont approximatifs

puisque EDC ne rapporte que des données agrégées par année civile, et le gouvernement Trudeau a commencé son mandat en novembre 2015).

À la fin de l'année 2017, l'industrie pétrolière et gazière est celle à laquelle EDC avait été le plus exposé, comptant pour 15 pour cent de son exposition totale²¹.

Comprendre les données sur les transactions d'Exportation et développement Canada

Il est difficile d'évaluer les activités d'EDC d'après les données publiées sur les transactions, étant donné que les

transactions ne sont rapportées que dans une fourchette très vaste (par exemple, une transaction de 150 millions de dollars CA ne serait pas rapportée comme telle, mais apparaîtrait plutôt dans la catégorie de « 100 millions de dollars CA à 250 millions de dollars CA »). Il s'avère donc ardu de connaître avec précision les activités d'EDC en raison de ce manque d'exactitude et de transparence. Cette lacune permet en revanche une compréhension générale des types d'activités que l'organisme soutient avec ses ressources.

La section suivante s'appuie sur les données de la base Shift the Subsidies d'Oil Change International extraites des

rapports sur les transactions d'EDC. À moins que des informations plus précises soient disponibles d'autres sources, ce qui est rarement le cas, ces données représentent l'extrémité la plus basse de la fourchette pour chaque transaction déclarée par EDC; ces chiffres sont donc très conservateurs et leur total est considérablement plus bas que les données agrégées sur le soutien à l'énergie déclarées par EDC (par exemple, EDC a déclaré un soutien de 10,4 milliards de dollars CA à l'industrie pétrolière et gazière pour 2017, alors que la base de données Shift the Subsidies contient des transactions dont le total s'élève à seulement 4,4 milliards de dollars CA de financement pour cette même année). Ces données doivent être comprises en fonction de ce contexte.

Alors que les données rapportées par EDC montrent une prédominance de l'industrie pétrolière et gazière dans le portefeuille de l'organisme, les données sur les transactions permettent d'obtenir un portrait plus précis de l'ampleur du soutien accordé à cette industrie comparativement aux différents types d'énergies renouvelables et aux autres sources d'énergie (figure 6). Durant la période de cinq ans allant de 2013 à 2017, le soutien combiné d'EDC à l'industrie

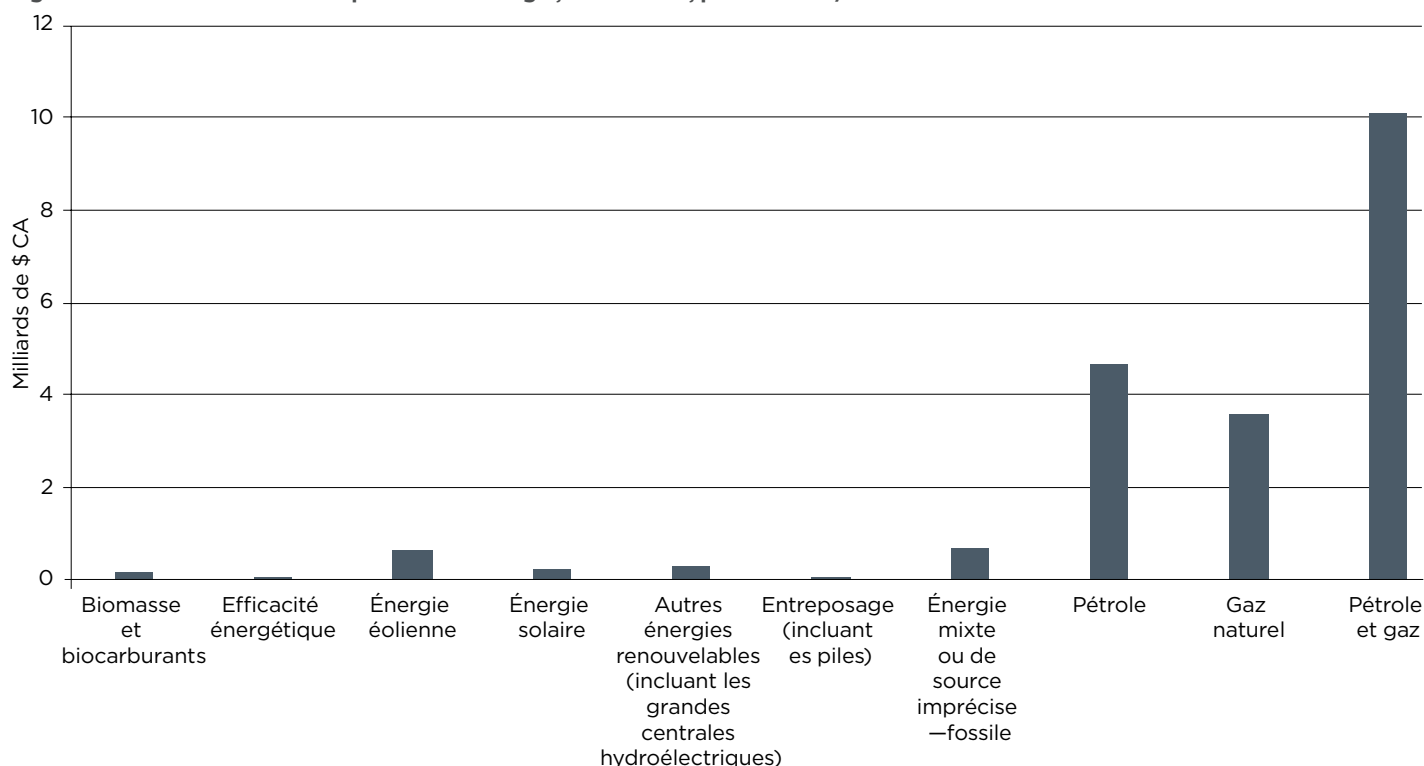
pétrolière et gazière équivalait à 35 fois le soutien total aux énergies éolienne et solaire combinées.

Il convient aussi de faire remarquer qu'EDC semble consacrer des ressources substantielles au soutien d'activités intérieures en dépit de son mandat orienté vers l'exportation²². Les modifications à la Loi à l'époque de la crise financière de 2007-2008 ont permis à EDC d'élargir son soutien aux activités intérieures et, bien que cette crise soit depuis longtemps chose du passé, la Loi n'a pas été révisée pour ramener EDC à son mandat d'origine. Il appert qu'EDC consacre en moyenne près de 30 pour cent du soutien à l'industrie pétrolière et gazière pour des activités intérieures, au lieu de s'acquitter de son mandat d'origine qui consiste à financer des activités d'exportation à l'international.

Même s'il n'y a pas de place pour quelque forme que ce soit de financement public pour la production accrue de pétrole et de gaz dans un monde qui se conforme à l'Accord de Paris, EDC soutient des formes particulièrement dommageables d'exploitation de combustibles fossiles au sein de l'industrie pétrolière et gazière. De 2013 à 2017, EDC a octroyé au moins 4,4 milliards de dollars CA — et probablement encore plus — aux activités

de quelques sociétés qui comptent parmi les plus importants participants à l'exploitation des sables bitumineux (celles impliquées dans la production et le transport des produits des sables bitumineux)²³. Les deux plus importants bénéficiaires du soutien d'EDC dans le secteur de l'énergie pour cette période étaient Enbridge Inc. (au moins 1,4 milliard de dollars CA) et TransCanada Pipelines Ltd. (au moins 950 millions de dollars CA); ces chiffres n'incluent pas le soutien à d'autres sociétés affiliées à Enbridge et TransCanada, dont bon nombre d'entre elles ont aussi reçu du soutien d'EDC, dont TransCanada American Investments Ltd. pour ne citer que celle-ci. TransCanada et Enbridge sont les deux plus importantes sociétés d'infrastructure du secteur des combustibles fossiles en Amérique du Nord. Outre des réseaux étendus de distribution de gaz fossile et d'autres projets énergétiques, ces deux sociétés ont entrepris des projets majeurs de construction de nouveaux oléoducs destinés à faciliter l'expansion risquée de l'exploitation des sables bitumineux au cours des prochaines décennies. TransCanada envisage la construction de son oléoduc Keystone XL, un projet antérieurement rejeté par l'administration Obama pour son incompatibilité avec le leadership en matière de changements

Figure 6 : Financement accordé par EDC à l'énergie, 2013 à 2017, par industrie/sous-secteur



Source : Base de données Shift the Subsidies d'Oil Change International, <http://priceofoil.org/shift-the-subsidies/> (en anglais)

climatiques²⁴. Enbridge prévoit d'entreprendre le projet de construction de la canalisation 3 avec la même intention de transporter le bitume du Canada vers le sud²⁵. Les deux projets comportent des risques considérables pour l'eau, les sols et le climat et font, par conséquent, l'objet d'une forte opposition de la part des communautés autochtones et des propriétaires riverains tout le long des trajets projetés.

Au cours de cette même période de cinq ans, l'appui d'EDC à des activités liées à l'exploration dans le secteur des combustibles fossiles s'élevait en moyenne à plus d'un milliard de dollars CA par année, en dépit du fait que les réserves de combustibles fossiles déjà exploitées excéderaient largement les limites fixées par l'Accord de Paris si elles étaient brûlées.

En juin 2018, EDC a garanti pour une valeur d'un milliard de dollars CA, voire davantage, des prêts émis par deux banques canadiennes pour soutenir l'achat par le gouvernement du Canada de l'oléoduc Trans Mountain, à la demande du ministre du Commerce international²⁶. En août 2018, EDC a également fourni un milliard de dollars CA ou plus en financement à « Project Deliver I », le nom de l'entité que le gouvernement du Canada utilise dans le contexte du projet d'expansion de l'oléoduc Trans Mountain. Le projet Trans Mountain est étroitement lié à l'exploitation des sables bitumineux et à ses plans d'expansion future. L'approbation fédérale du projet d'expansion de cet oléoduc a par la suite été renversée par la Cour d'appel fédérale en août 2018 en raison du défaut du gouvernement et de l'Office national de l'énergie (ONÉ) d'examiner adéquatement les risques environnementaux et de respecter les droits des Autochtones²⁷.

Le soutien d'Exportation et développement Canada à des projets polluants et risqués ailleurs dans le monde

Au cours des cinq dernières années, EDC a soutenu Petrobras, la société pétrolière d'État du Brésil entachée de scandales. Petrobras a suscité de nombreuses controverses. En 2018, cette société avait accepté de déboursier près de 3 milliards de dollars US en règlement d'une poursuite d'un actionnaire aux États-Unis relativement à ses pratiques corrompues²⁸, la corruption chez Petrobras était si étendue qu'elle a modifié le paysage politique du Brésil.

Au-delà de la corruption endémique au sein de Petrobras, l'exploitation des vastes réserves de pétrole du Brésil à des fins d'exploration et de développement souhaitée par la compagnie serait désastreuse du point de vue climatique compte tenu de l'intensité énergétique requise pour la production pétrolière dans ces domaines²⁹. La production pétrolière en mer a déjà ravagé des collectivités, polluant l'eau au point d'empêcher la baignade dans certaines zones. Des défenseurs des terres et des pêcheurs qui s'opposaient à l'exploitation pétrolière et gazière ont été assassinés³⁰. Petrobras étend également ses activités à proximité

de régions où vivent des tribus isolées, et le contact avec celles-ci menacerait de les anéantir, particulièrement par la transmission de maladies communes contre lesquelles elles n'ont aucune immunité³¹.

En outre, EDC a récemment fourni du soutien à Pan American Energy, dans laquelle British Petroleum possède des actifs et joue un rôle de premier plan dans l'un des projets d'expansion de l'exploitation de combustibles fossiles les plus controversés au monde : la mise en valeur d'un énorme gisement de gaz de schiste dans la zone de Vaca Muerta en Argentine. Les droits des communautés autochtones mapuches de cette région sont systématiquement bafoués, et l'exploitation se poursuit en dépit du fait que 50 municipalités et une province ont adopté une réglementation locale contre la fracturation³². La société Pan American Energy aurait également été impliquée dans un stratagème de trafic d'influence de 300 millions de dollars US en Argentine et a fait face à des accusations de contamination de l'eau à grande échelle dans sa zone d'exploitation³³.

Le secteur pétrolier et gazier canadien est la plus importante source d'émissions au pays, ces dernières étant encore plus considérables que celles du secteur des transports³⁴. Les émissions annuelles totales du secteur progressent régulièrement chaque année, principalement en raison de la croissance de l'exploitation des sables bitumineux³⁵. Même l'intensité des gaz à effet de serre par baril extrait, important thème de relations publiques de l'industrie, n'a pas connu d'amélioration notable depuis 2004³⁶. La croissance continue de ce secteur a été identifiée comme le principal obstacle à l'atteinte par le Canada de sa contribution déterminée au niveau national (CDN) en vertu de l'Accord de Paris³⁷. Il importe de faire remarquer que l'engagement du Canada relativement à sa CDN a été jugé « nettement insuffisant » par le Climate Action Tracker et qu'il ne concorde pas avec le maintien du réchauffement en dessous de 2 °C, et encore moins sous 1,5 °C comme le requiert l'Accord de Paris. Le Canada devra encore augmenter ses objectifs de réduction des émissions pour se conformer à l'Accord de Paris³⁸.

Du point de vue du cycle de vie total, le carbone issu du secteur pétrolier et gazier canadien contribue substantiellement à la pollution climatique mondiale. Oil Change International estimait en 2016 qu'en l'absence de mesures pour stopper l'accroissement de la production, le

carbone libéré par la seule exploitation pétrolière planifiée du Canada au cours des prochaines décennies pourrait représenter 16 pour cent des émissions totales restantes que la planète peut se permettre de rejeter dans l'atmosphère pour maintenir le réchauffement inférieur à 1,5 °C³⁹. Les projets d'exploitation des sables bitumineux et les infrastructures de soutien comme les oléoducs exigent des investissements considérables à long terme et produisent un effet d'engrenage une fois mis en service puisqu'il est difficile de faire cesser leurs activités une fois les capitaux investis et la production en cours. Les projets d'infrastructures pour l'exploitation des sables bitumineux contribuent à la future surproduction mondiale potentielle, induisant la demande et compromettant les efforts internationaux de réduction des émissions⁴⁰.

Le financement public des combustibles fossiles au Canada

Le Canada fait piètre figure par rapport à d'autres pays au chapitre du financement public de l'énergie; la proportion des fonds publics octroyés au secteur pétrolier et gazier en fonction de la taille de l'économie du pays compte parmi les plus élevées au monde⁴¹. Cela semble cadrer avec les dépenses fiscales du Canada et l'appui budgétaire au secteur pétrolier et gazier, un domaine dans lequel le Canada s'est classé dernier parmi les pays du G7,

d'après une récente feuille de pointage portant sur les combustibles fossiles⁴².

La transparence en ce qui a trait au financement des combustibles fossiles est un autre domaine où le Canada affiche un rendement peu enviable, se situant à l'avant-dernière position parmi les pays du G7. EDC manifeste très peu de transparence en ce qui concerne ses octrois de financement aux combustibles fossiles; les questions préoccupantes comprennent notamment l'absence de détails au sujet d'activités spécifiques associées à chaque transaction, de même que la divulgation des transactions dans des fourchettes de financement trop vastes (c.-à-d. « de 100 millions de dollars à 250 millions de dollars ») au lieu de donner des chiffres plus précis.

4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

L'évaluation des activités d'EDC fait ressortir une dure réalité : en 2015, les gouvernements du monde entier — y compris celui du Canada — ont convenu qu'une lutte efficace contre les changements climatiques exige la réorientation des flux financiers loin des infrastructures à forte intensité de carbone. Pourtant, malgré cet impératif, le financement public que le Canada octroie au secteur des combustibles fossiles chaque année se chiffre à des milliards de dollars *au-dessus* des niveaux de 2015.

Si le gouvernement du Canada veut prouver qu'il est véritablement engagé envers l'action climatique, il doit s'inspirer des institutions financières publiques de classe mondiale comme le Groupe de la Banque mondiale et signaler l'arrêt de ses subventions aux combustibles fossiles.

Dans le cadre de son réexamen de la *Loi sur le développement des exportations*, le Canada devrait :

- Modifier la Loi pour interdire à EDC de soutenir des projets liés au pétrole, au gaz et au charbon, incluant la mise en place de nouvelles infrastructures d'appui à la production, au transport ou à la consommation de combustibles fossiles (y compris par l'intermédiaire du Compte du Canada). Réorienter le financement public de l'énergie pour passer de l'énergie provenant de sources polluantes aux énergies propres au moyen de l'application d'une directive visant à mettre fin au financement des combustibles fossiles par EDC d'ici 2020. Le gouvernement devrait en outre faire l'annonce de cette modification dans son prochain budget;
- Veiller à ce que le financement public de l'industrie des combustibles fossiles au Canada, y compris par l'intermédiaire d'EDC et de TDDC, soit pris en compte dans le cadre des processus d'auto-examen et d'examen par les pairs des subventions inefficaces aux combustibles fossiles auxquels le Canada a accepté de se soumettre devant les pays du G20;
- Mettre fin à la pratique qui permet à EDC de continuer de financer les activités intérieures.

Dans le cadre du réexamen de ses politiques relatives à la gestion des risques environnementaux et sociaux, EDC devrait :

- Veiller à ce que ses politiques éliminent clairement toute forme de financement et de soutien aux combustibles fossiles, et à ce que sa politique sur les changements climatiques assure la correspondance de son portefeuille avec les cibles les plus ambitieuses de l'Accord de Paris.
- Accroître la transparence dont il fait preuve dans la divulgation des transactions individuelles de façon à y inclure davantage d'informations détaillées sur les activités spécifiques ainsi que sur les volumes de financement.

- 1 KPMG, « Top 25 Oil Producers », Oilweek, juin 2018, https://s3.ca-central-1.amazonaws.com/media.jwnenergy/reports/Oilweek_Top+100+2018_final.pdf (en anglais).
- 2 Greg Muttitt, « The Sky's Limit: Why the Paris Climate Goals Require a Managed Decline of Fossil Fuel Production », Oil Change International, septembre 2016, <http://priceofoil.org/2016/09/22/the-skys-limit-report/> (en anglais).
- 3 Gouvernement du Canada, « Le premier ministre nomme une nouvelle ambassadrice pour les changements climatiques », 5 juin 2018, <https://pm.gc.ca/fra/nouvelles/2018/06/05/premier-ministre-nomme-ambassadrice-les-changements-climatiques>.
- 4 David Ljunggren, « In Jab at Trump, Trudeau Cites Need to Face Climate Change Facts », Reuters, 5 juin 2017, <https://uk.reuters.com/article/us-canada-politics-niagara/in-jab-at-trump-trudeau-cites-need-to-face-climate-change-facts-idUKKBN18W27H> (en anglais).
- 5 Agence internationale de l'énergie, World Energy Investment 2018, juillet 2018, <https://webstore.iea.org/world-energy-investment-2018> (en anglais).
- 6 Michael Lazarus, Peter Erickson et Kevin Tempest, Carbon Lock-in From Fossil Fuel Supply Infrastructure, Stockholm Environment Institute, septembre 2015, www.sei.org/publications/carbon-lock-in-from-fossil-fuel-supply-infrastructure/ (en anglais).
- 7 Leila Mead, « IPCC Special Report: Limiting Global Warming to 1.5 °C Will Require "Unprecedented" Transitions », Institut international du développement durable, <http://sdg.iisd.org/news/ipcc-special-report-limiting-global-warming-to-1-5c-will-require-unprecedented-transitions/> (en anglais).
- 8 Claire Stam et Frédéric Simon, « 19 Countries Team Up to Go Carbon Neutral », ClimateHome News, 28 septembre 2018, www.climatechangenews.com/2018/09/28/19-countries-team-go-carbon-neutral/ (en anglais).
- 9 Jessica Brown et Michael Jacobs, Leveraging private investment: the role of public sector climate finance, Overseas Development Institute, avril 2011, www.odi.org/publications/5701-leveraging-private-investment-role-public-sector-climate-finance/ (en anglais).
- 10 Exportation et développement Canada, « Environnement et population », consulté le 1er novembre 2018, www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Environment/Pages/default.aspx.
- 11 Gouvernement du Canada, « Déclaration de l'Alliance : Énergiser au-delà du charbon », mis à jour en octobre 2018, www.canada.ca/fr/services/environnement/meteo/changementsclimatiques/mesures-internationales-canada/retrait-progressif-charbon/declaration-alliance.html.
- 12 Exportation et développement Canada, « Compte du Canada », www.edc.ca/FR/About-Us/Disclosure/Reporting-on-Transactions/Pages/canada-account.aspx (consulté le 1er novembre 2018).
- 13 En 2017, EDC a reçu la somme de 300 millions de dollars — l'argent des contribuables — pour mettre sur pied le nouvel Institut de financement du développement, qui est sa propriété exclusive, afin de soutenir les prêts accordés au secteur privé dans les pays en développement.
- 14 Exportation et développement Canada, « Financement d'investissements à l'étranger », www.edc.ca/FR/Canadian-Financial-Institutions/Documents/brochure-foreign-investment-financing-fis.pdf
- 15 Exportation et développement Canada, « Gestion et gouvernance », www.edc.ca/FR/About-Us/Management-and-Governance/Pages/default.aspx (consulté le 1er novembre 2018).
- 16 Barrie McKenna, « EDC : Export development bank or domestic lender? », Globe and Mail, 11 mars 2012, mise à jour le 3 mai 2018, www.theglobeandmail.com/report-on-business/rob-commentary/edc-export-development-bank-or-domestic-lender/article552913/ (en anglais).
- 17 Exportation et développement Canada, « Un financement d'EDC de 750 M CAD consacré aux PME du secteur du pétrole et du gaz naturel », 25 février 2016, www.edc.ca/FR/About-Us/News-Room/News-Releases/Pages/oil-and-gas-750m.aspx.
- 18 Yanick Touchette et Philip Gass, Fonds publics pour le secteur pétrolier et gazier : Portrait du soutien financier fédéral aux combustibles fossiles, Institut international du développement durable, septembre 2018, www.iisd.org/sites/default/files/publications/public-cash-oil-gas-fr.pdf.
- 19 Shelagh Whitley et coll., G7 Fossil Fuel Subsidy Scorecard: Tracking the Phase-out of Fiscal Support and Public Finance for Oil, Gas and Coal, Overseas Development Institute, Oil Change International, Global Subsidies Initiative et Natural Resources Defense Council, juin 2018, www.odi.org/publications/11131-g7-fossil-fuel-subsidy-scorecard/.
- 20 Touchette et Gass, Public Cash for Oil and Gas (en anglais)
- 21 Exportation et développement Canada, Exportation et développement Canada, Rapport annuel 2017 : Le commerce sans limites, 2017, www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Reports/Documents/annual-report-f-2017.pdf.
- 22 Exportation et développement Canada, « Un financement d'EDC de 750 M CAD consacré aux PME du secteur du pétrole et du gaz naturel », 25 février 2016, www.edc.ca/FR/About-Us/News-Room/News-Releases/Pages/oil-and-gas-750m.aspx.
- 23 KPMG, « Top 25 Oil Producers », Oilweek, juin 2018, https://s3.ca-central-1.amazonaws.com/media.jwnenergy/reports/Oilweek_Top+100+2018_final.pdf (en anglais).
- 24 Bobby Magill, « Obama Rejects Keystone XL Pipeline », pour Climate Central dans Scientific American, 6 novembre 2015, www.scientificamerican.com/article/obama-rejects-keystone-xl-pipeline/ (en anglais).
- 25 Phil McKenna, « Controversial Enbridge Line 3 Oil Pipeline Approved in Minnesota Wild Rice Region », Inside Climate News, 28 juin 2018, <https://insideclimatenews.org/news/28062018/enbridge-tar-sands-oil-pipeline-minnesota-tribes-wetlands-watershed-route-approval/> (en anglais).
- 26 Exportation et développement Canada, « Compte du Canada », www.edc.ca/FR/About-Us/Disclosure/Reporting-on-Transactions/Pages/canada-account.aspx (consulté le 1er novembre 2018).
- 27 Décisions de la Cour d'appel fédérale, « Tsileil-Waututh Nation c. Canada (Procureur général) », Référence : 2018 FCA 153, 30 août 2018, <https://decisions.fca-caf.gc.ca/fca-caf/decisions/fr/item/343511/index.do>.
- 28 Chad Bray et Stanley Reed, « Petrobras of Brazil to Pay \$2.95 Billion Over Corruption Scandal », New York Times, 3 janvier 2018, www.nytimes.com/2018/01/03/business/dealbook/brazil-petrobras-corruption-scandal.html/ (en anglais).
- 29 Lindsay Poulton et Jonathan Watts, « Brazil's Troubled Waters », The Guardian, juin 2015, www.theguardian.com/environment/ng-interactive/2015/jun/25/brazils-gamble-on-deep-water-oil-guanabara-bay/ (en anglais).
- 30 Poulton et Watts, 2015.
- 31 Survival, « La face cachée du Brésil : le géant pétrolier Petrobras atteint le cœur de l'Amazonie », 27 mars 2014, www.survivalinternational.fr/actu/10093.
- 32 Anna Markova, BP's Fracking Secrets: Pan-American Energy and Argentina's Shale Mega-project, Platform London et Observatorio Petrolero Sur, novembre 2017, <https://platformlondon-org.exactdn.com/wp-content/uploads/2017/12/bps-fracking-secrets-ENG-2017-12-06.pdf> (en anglais).
- 33 Markova, 2017.
- 34 Environnement et Changement climatique Canada, Rapport d'inventaire national 1990-2016 : sources et puits de gaz à effet de serre au Canada — Parties 1 à 3, https://unfccc.int/sites/default/files/resource/can-2018-nir_french-24aug18.zip.
- 35 Ressources naturelles Canada, « Énergie et les émissions de gaz à effet de serre (GES) », www.rncan.gc.ca/energie/faits/energie-ges/20074 (consulté le 1er novembre 2018).
- 36 Benjamin Israel, « The Real GHG trend: Oilsands among the most carbon intensive crudes in North America » (figure 3), Pembina Institute, 4 octobre 2017, www.pembina.org/blog/real-ghg-trend-oilsands (en anglais).
- 37 David Hughes, « Can Canada Expand Oil and Gas Production, Build Pipelines and Keep Its Climate Change Commitments? » Parkland Institute, 2 juin 2016, p. 16, www.parklandinstitute.ca/can_canada_expand/ (en anglais).
- 38 « Canada », Climate Action Tracker, <http://climateactiontracker.org/countries/canada/> (en anglais).
- 39 Adam Scott et Greg Muttitt, « Climate on the Line: Why New Tar Sands Pipelines Are Incompatible With the Paris Goals », Oil Change International, janvier 2017, http://priceofoil.org/content/uploads/2017/01/climate_on_the_line_FINAL-OCI.pdf (en anglais).
- 40 Peter Erickson, Confronting Carbon Lock-in: Canada's Oil Sands, Stockholm Environment Institute, mai 2018, www.sei.org/publications/confronting-carbon-lock-canadas-oil-sands/ (en anglais).
- 41 Alex Doukas, Kate DeAngelis et Nicole Ghio, Talk is Cheap: How G20 Governments Are Financing Climate Disaster, Oil Change International, Friends of the Earth U.S., Sierra Club et Bureau de politique européenne du WWF, juillet 2017, http://priceofoil.org/content/uploads/2017/07/talk_is_cheap_G20_report_July2017.pdf (en anglais).
- 42 Whitley et coll., G7 fossil fuel subsidy scorecard.



OILCHANGE

INTERNATIONAL

Oil Change International
714 G Street SE, Suite 202
Washington, DC 20003
www.priceofoil.org

NOVEMBRE2018

